(SEPTEMBRE 2010 – FEVRIER 2011)

LE PRESENT RAPPORT VISE A DECRIRE L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET PAR RAPPORT AUX REPERES FIXES ET AUX OBJECTIFS PLUS LARGES DU PROJET. IL DOIT DECRIRE CLAIREMENT LES PROGRES ACCOMPLIS EN MONTRANT QUE LES REPERES ONT A CE STADE ETE ATTEINTS.

INTITULE DU PROJET	PROJET STDF 127 : Appui aux Systèmes d'Informations sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires au Bénin					
AGENT D'EXECUTION	FAO	RESPONSABLES DE LA SUPERVISION DU PROJET	Falilou Akadiri (FRBEN) Catherine Bessy (AGNDC)			
DESCRIPTION DU PROJET¹ [Décrire en 4 à 7 lignes les objectifs/ le champ d'application du projet]	 La création diffusion o secteurs pur L'améliora particulier existants (processed la formatical la formatical la formatical la formatical la reche la reche la reche phytosanita La création de la reche la reche la reche phytosanita 	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				
DATE DE DEMARRAGE DU PROJET	15 Mars 2009	5 Mars 2009 DATE D'ACHEVEMENT 14 Mars 2011 DU PROJET				

Page 1 de 14

¹ Cette rubrique n'est pas censée changer d'une période visée à l'autre, sauf si une modification des objectifs ou du champ d'application du projet est approuvée par le Secrétaire du FANDC.

Aperçu du budget:

	Contribution du FANDC (\$EU)	Contribution d'autres donateurs (\$EU), selon les accords de cofinancement	Contributio n en nature (\$EU)	Total (\$EU)	Pourcentage du coût total du projet
Montant total du budget prévu (\$EU)	402.965			402.965	100
Montant total des dépenses à ce jour (\$EU)	285953			285953	70.96
Montant des dépenses pour la période considérée (\$EU)	37756			3377756	9,36
Fonds non dépensés (\$EU)	117012			1117012	29.04

RAPPORT GÉNÉRAL

A. PROGRES GENERAUX ACCOMPLIS DE SEPTEMBRE 2010 A CE JOUR:

[Décrire en 4 à 7 lignes, en des termes généraux, les <u>travaux réalisés à ce jour</u> dans le cadre du projet, puis indiquer en quelques lignes l'impact (quantitatif ou qualitatif) des activités mises en œuvre.]

Les activités techniques du projet STDF 127 entreprises dans la période septembre 2010 – février 2011 concernent :

- la finalisation du travail sur les systèmes d'alerte rapide/gestion des crises (organisation de deux ateliers sur la gestion des crises sanitaires pour renforcer les procédures établies et les principes de gestion des crises avec la participation des partenaires des ministères) sous la direction technique de l'expert international en gestion des crises
- l'appui au travail du Comité National Codex (organisation de réunion pour le plan de travail 2011)
- le suivi et l'animation de dossiers SPS prioritaires (éthéphon), le suivi de la collecte des informations SPS, et participation à différentes manifestions (Journée mondiale de l'alimentation etc) pour augmenter la visibilité de la thématique
- la finalisation des materiels pédagogiques et d'information et la réalisation des formations à l'utilisation du portail IPFSAPH pour les différents types d'utilisateurs
- La participation à l'atelier national de sensibilisation et de formation du Comité National sur les Mesures sanitaires et phytosanitaires (CN/SPS) du Bénin
- la réalisation du bilan des acquis du projet STDF et l'organisation de l'atelier relatif au cadre logique pour la définition d'un programme national de travail dans le domaine de la mise en œuvre des mesures SPS, sous la direction technique du consultant international commerce international/SPS

Impact:

- amélioration de la concertation au sein du Comité National du Codex (CNCA) pour la participation aux réunions internationales
- renforcement du cadre d'échanges et de diffusion des informations SPS entre les structures du secteur public d'une part, entre les structures du secteur public, du secteur privé et la société civile d'autre part.
- Disponibilité d'un arrêté sur le comité national SPS qui tienne compte de toutes les parties prenantes
- meilleure connaissance du portail IPFSAPH par le public et les directions concernées devant animer le portail
- meilleure connaissances de procédures de gestion des crises sanitaires par les parties concernées.
- recensement des personnes ressources pouvant être contactées en cas de crises sanitaires.

Décrivez les activités du projet les derniers six mois ainsi que les résultats préliminaires

1) Activités relatives à la mission de l'expert sur la gestion des crises sanitaires et phytosanitaires au Bénin/systèmes d'alerte rapide

- la préparation et l'organisation de la deuxième mission de l'expert international de la FAO, Dr Sylvie Mialet (transmission de son projet de rapport aux parties concernées, amendement de son projet de rapport par les parties concernées, élaboration de calendrier, implication des membres du CDN)
- l'organisation de séances de travail avec l'assistance de l'expert dans les locaux des directions techniques (DANA, DAGRI, DPECHES, DE) et visistes de personnalités programmées.
- L'organisation de deux ateliers sur la gestion des crises: Identification des cas vécus ou possibles au Bénin, Examen de cas concrets de crises sanitaires, Analyse de la situation nationale, Mise en exergue des difficultés de communication, Innappropriation du système juridique béninois dans le cadre de la gestion des crises sanitaires, formualtion de recommandations pour la mise à disposition des personnes à conctacter en cas de crise sanitaire.

<u>Résultat préliminaire</u>: Meilleure maîtrise par les parties prenantes des questions à se poser en cas de crises SPS: en cas d'alerte internationale, en cas de marchandises suspectes, en cas d'intoxication due à un produit sur le marché intérieur.

2) Activités relatives à la mission de l'expert international en systèmes d'information/spécialiste des contenus

- Préparation et l'organisation de la mission de l'expert international de la FAO, Monsieur Olivier ROUX (finalisation des structures devant être formées comme éditeurs et éditeurs en chef, élaboration de calendrier de formation, implication des membres du CDN)
- Organisation de l'atelier grand public pour la formation sur le portail IPFSAPH.
- Organisation de l'atelier de formation des éditeurs, diffusion par la coordination nationale des recommandations aux parties prenantes concernées.
- Organisation de l'atelier de formation des éditeurs en chef, diffusion par la coordination nationale des recommandations aux parties prenantes concernées.
- Réalisation de travaux sur le portail www.ipfsaph.org
- Modification de la structure du site www.economiebenin.net en vue de permettre la publication des informations disponibles (préparées par l'expert en systèmes d'information lors de sa première mission et par les consultants thématiques et la liaison entre le site www.economiebenin.net et le portail www.ipfsaph.org dont le niveau d'interaction/intégration a été défini lors des discussions avec l'équipe gérant le portail.
- Mise en ligne des points focaux du Bénin
- Formation personnalisée en cours à l'endroit des éditeurs et éditeurs en chef par la coordination pour la saisie et la maintenance des informations SPS du Bénin sur le portail IPFSAPH.

<u>Résultat préliminaire</u>: utilisateurs formés spécifiquement à leur niveau d'usage du portail IPFSAPH, matériel de formation disponible, adapté et validé pour d'autres formations utltérieures et l'encadrement technique des éditeurs et éditeurs en chef.

3) Activités d'animation par la coordination nationale autour des thématiques SPS et connexes

- Poursuite de l'inscription des informations SPS sur le site economiebenin.org
- Poursuite de la transmission des informations SPS aux adresses disponibles au niveau de la coordination
- La finalisation et classement des textes législatifs et réglementaires sur les mesures SPS du Bénin et de l'UEMOA,
- La mise en ligne de 1147 textes laissés par le PASP sur le site economiebenin.org

• la diffusion de l'arrêté 2009-N°447/MAEP/MEPN/MC/DC/SGM/SA du 05 novembre 2009 portant interdiction de l'importation, de la distribution et de l'utilisation de l'endosulfan,

<u>Résultat préliminaire</u> : portail et sites enrichis en informations pertinentes pour le Bénin ; diffusion des informations SPS.

4) Organisation de la deuxième réunion du Comité National du Codex Alimentarius en octobre 2010.

- Préparation et organisation de la deuxième réunion du Comité National du Codex Alimentarius
 - Occasion au secrétariat du CNCA- Bénin de faire le point des résultats de la participation du Bénin aux réunions ayant eu lieu au niveau international et national sur les derniers mois
 - Préparation de la participation du Bénin à la prochaine Commission du Codex Alimentarius, ainsi qu'aux sessions techniques se tenant à Kampala (Ouganda) et Santiago (Chili).

<u>Résultat préliminaire</u>: prise de décision transparente et collégiale à propos des priorités et de la participation aux réunions du Codex.

5) Activités sur les notifications SPS

- La poursuite de la sensibilisation et de la responsabilisation des directions techniques concernées par les notifications SPS à travers la réception et la transmission régulière de notifications, l'organisation de réunions sur les notifications,
- la demande d'information sur les entreprises avec lesquelles les directions techniques travaillent, pour améliorer la sensibilisation du secteur privé sur le rôle qu'il doit jouer dans l'utilisation des notifications et le suivi avec l'administration;

<u>Résultat préliminaire</u> : meilleure participation des différentes parties prenantes (publiques et privées) dans le système de diffusion des informations SPS

6) Activités relatives à la réalisation de dépliants

- la réedition des dépliants sur le projet et sur les notifications SPS : L'objectif étant de les distribuer au cours de la Journée Porte Ouverte sur le Projet.
- la préparation et la réalisation en cours d'un dépliant sur les « Mesures sanitaires et phytosanitaires à notifier ou non à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) » avec le concours de l'Expert International de la FAO, Monsieur Mohamed AMASKANE. Ce dépliant sera imprimé et distribué incessamment aux parties prenantes.
- La préparation et la réalisation en cours d'un dépliant sur « les guides de bonnes pratiques agricoles : ananas, anacarde, karité et riz»

Résultat préliminaire : meilleure diffusion d'informations SPS

7) Activités relatives à la mission de l'expert international en systèmes de contrôle des aliments et mesures SPS

- Préparation et organisation de séance de travail et d'atelier sur la définition d'un cadre logique pour la gestion des informations SPS au Bénin (3^{ème} Mission de Monsieur Mohamed AMASKANE)
 - Présentation des points forts, points faibles, réalisations et contraintes du projet,
 - Présentation du site internet economiebenin.org
 - Présentation de l'ABSSA, du laboratoire central,
 - Présentation des appuis fournis par le projet au CNCA, à la DAGRI (PNI/SPS)
 - Présentation de l'impact sur les activités de quelques opérateurs économiques des informations reçues du projet,

- Présentation de l'Autorité Nationale des Notifications
- Présentation des différents acteurs impliqués dans les mesures SPS
- Elaboration d'un cadre logique pour la gestion des informations SPS au Bénin

<u>Résultat préliminaire</u>: meilleure conscience de la part des parties prenantes des points à renforcer et sur lesquels continuer le travail après le projet; éléments de continuité avec d'autres projets dans un domaine connexe identifiant les axes de travail.

B. ACTIVITES MISES EN ŒUVRE PENDANT LA PERIODE CONSIDEREE:

[Énumérer sous forme de liste les éléments qui ont été achevés² pendant la période visée ainsi que l'impact (quantitatif) des activités mises en œuvre.]

Activités Achevé **Impact** 2^{ème} mission de l'expert sur la Septembre à Octobre 2010 Meilleure connaissance de la gestion des crises sanitaires et gestion des crises sanitaires phytosanitaires au Bénin/systèmes par les parties prenantes d'alerte rapide nationales Disponibilité de la liste des personnes à contacter en cas de crises Meilleure maîtrise par les parties prenantes, des questions à se poser en cas de crises SPS: en cas d'alerte internationale, en cas de marchandises suspectes, en cas d'intoxication due à un produit sur le marché intérieur. 2^{ème} réunion du Comité National du Octobre 2010 Prise de conscience de la **CNCA** nécessité de définir une position nationale avant les réunions internationales Meilleure diffusion des Poursuite de l'insertion Action continue tout au long des informations sur le site internet et informations sur les mesures du projet. dans les adresses électroniques SPS disponibles au niveau de la Accès simple aux coordination informations SPS par le public Meilleure diffusion des Transmission régulière Action continue tout au long membres des notifications recues de du projet. informations sur les la Direction de l'Agriculture en notifications provenance de l'OMC Amélioration de la capacité de réponse du Bénin aux notifications, ainsi que de

Page 6 de 14

 $^{^2}$ Si ce repère n'a pas été atteint ou ne l'a été que partiellement, veuillez en donner les raisons en quelques mots.

		production de notifications Création d'un cadre d'échanges sur les notifications en impliquant le secteur public, le secteur privé et la société civile.
Réalisation en cours de dépliant sur les « mesures sanitaires et phytosanitaires à notifier ou non à l'OMC » et sur « les guides de bonnes pratiques agricoles : ananas, anacarde, karité et riz»	Dépliants réalisés et en cours d'impression	Renforcement des capacités des parties prenantes en matière de mesures à notifier Mise à disposition du public des informations sur les bonnes pratiques agricoles
Participation à l'atelier national de sensibilisation et de formation du Comité National sur les Mesures sanitaires et phytosanitaires (CN/SPS) du Bénin :	Décembre 2010	Harmonisation de l'arrêté sur le comité national SPS par rapport au cadre établi par l'UEMOA
2ème mission de l'Expert International en systèmes d'information/spécialiste des contenus	Janvier 2011	Meilleure connaissance du portail IPFSAPH par le public. Mise en ligne des points focaux du Bénin Renforcement des capacités des parties prenantes
3 ^{ème} Mission de l'expert international en systèmes de contrôle des aliments et mesures SPS	Décembre 2010	Prise de conscience par les parties prenantes du rôle et de l'importance du projet STDF 127 dans la création d'un cadre de concertation et de diffusion des informations SPS Mise en exergue des problématiques nationales en matière SPS
Recensement des problématiques nationales en matière SPS	Février 2011	Meilleure connaissance de la situation nationale en matière SPS

C. ACTIVITES RESTANTES POUR LA PERIODE SUIVANTE ET AU-DELA:

[Décrire en 4 à 7 lignes, en des termes généraux, le <u>travail qu'il reste à accomplir</u> dans le cadre du projet <u>après la période en cours</u>.]

• Mise en ligne par les directions techniques (éditeurs et éditeurs en chef) des textes SPS collectés sur le site internet ipfsaph

- Formation personnalisée des éditeurs et éditeurs en chef pour la mise en ligne des textes SPS sur le portail ipfsaph
- Organisation de la Journée Porte Ouverte sur le Projet STDF 127
- Organisation d'une séance de présentation et de diffusion des textes SPS nationaux et de l'UEMOA aux parties prenantes
- Poursuite de la mise en ligne des informations sur le site economiebenin.org
- Lobbying auprès des autorités nationales et internationales pour un suivi approprié au projet

D. AUTRES OBSERVATIONS:

[Donner en 4 à 7 lignes tous renseignements intéressant le projet y compris, mais pas uniquement, les éventuelles difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du projet à ce jour ou toute difficulté prévue pour la période suivante.]

- Problème récurrent de connexion à l'internet, ce qui ralentit les activités du projet dans ce domaine et rend la distribution des documents plus longue et onéreuse et représente une charge de travail supplémentaire pour la coordination. Problème en partie lié à la connexion nationale par fibre optique, et en partie à cause du réseau de cablage dans le quartier où est localisé la CCIB.
- Irrégularité de la disponibilité de la contrepartie nationale (chauffeur, véhicule, matériel de bureau, personnel de secrétariat, carburant) pénalisant en particulier les déplacements liés aux activités du projet ; résolu temporairement par la mise à disposition des ressources de la CCIB et personnelles de la coordination.
- le budget du projet n'inclut pas la prise en compte des frais liés aux activités techniques sur les notifications au sein des sous comités. Or, il est important que les sous comités créés fonctionnent, ce qui est pour l'instant difficile à assurer sur les ressources propres des directions techniques.

Résultat attendu/Tableau d'objectifs

Identificatio n de la rubrique	Description de la rubrique	Date (objectif)	Date (réelle ou prévue)	État d'avancement (% accompli)	Observations
1	Signature du projet, démarrage effectif des activités	Juin 2008	Mars 2009	Accompli	Retard significatif entre signature et démarrage effectif pour cause de mobilisation des différentes ressources matérielles et techniques et en particulier de la contribution nationale. La révision budgétaire signée en septembre 2009 a pris acte du décallage de calendrier.
2- Produit 1	Activité 1 .1 ident. des flux et gestion infos SPS	Mars- Mai 2010	Mars- Avril 2010	accompli	Mission du consultant effectuée dans les temps (voir point 4.1 et 4.2).
	Activité 1.2 : atelier de validation	Mai 2010	Juin 2010	accompli	
	Activité1.3 : atelier de fin de projet	Février 2011	9 Mars 2011		Date de fin de projet décalée suite à la révision budgétaire pour ajuster par rapport au démarrage effectif du projet.
3- Produit 2	Activité 2.1 : collecte et numérisation des infos SPS	Continu	Février 2011	Accompli	164 textes législatifs et réglementaires disponibles sur le site economiebenin.org
	Activité 2.2 : mécanismes pour actualisation des infos	Mars 2009 à décembre 2010	Février 2011	Accompli (99%)	Formations grand public, éditeurs et éditeurs en chef réalisées sur le IPFSAPH Reste formation personnalisée des éditeurs et éditeurs en chef début Mars 2011

Identificatio n de la rubrique	Description de la rubrique	Date (objectif)	Date (réelle ou prévue)	État d'avancement (% accompli)	Observations
	Activité 2.3 : cataloguage infos 2.1			intégrée dans l' activité ci- dessus ; effectué	Changement de stratégie technique: pas de développement du système local compte tenu des contraintes techniques et de maintenance, mais meilleur raccordement au système international.
	Activité 2.4 : analyse faisabilité vente en ligne normes ABeNOR	Mars 2009	Mars 2009	Réalisé	Etude réalisée par le consultant international en systèmes d' informations. Conclusions plutot négatives (pas de système de payement en ligne disponible au niveau du Bénin) – approches de solutions alternatives proposées pour choix et mise en œuvre par le ABeNOR
	Activité 2.5 : interoperabilité systèmes IPFSAPH et sites internets		Février 2011	Accompli	Effectué par le consultant international, Monsieur Olivier ROUX
	Activité 2.6 : publication d'infos SPS sur site internet	Tout au long du projet		Accompli en permanence	Architecture du site élaborée, ressources d'infos déjà identifiées, informations intégrées à compléter tout au long de la vie du projet
	Activité 2.7 : créations de liens entre sites internets	Octobre 2009		Réalisé	Appui au Comité National Codex pour créer son propre site : pages web élaborées. Hébergement temporaire en discussion.

Identificatio n de la rubrique	Description de la rubrique	Date (objectif)	Date (réelle ou prévue)	État d'avancement (% accompli)	Observations
	Activité 2.8 : mise en service et promotion des fonctions améliorées du site economiebenin.or g	Octobre 2009		Réalisé	site en constant enrichissement et amélioration
4- Produit 3	Activité 3.1: amelioration de la participation du Bénin au Codex, via un meilleur fonctionnement du CNC: - analyse forces et faiblesses - atelier -voyage d'étude - sensibilisation role du CNC (page web CNC)	Juillet et Novembre 2009 (voyage d'études)	Juillet et novembre 2009	Réalisé	Activités spécifiques exécutées, mais suivi à donner tout au long du projet par la coordination nationale pour la mise en œuvre du plan d'action, la publication du décret, la préparation des positions nationales, la participation aux réunions (organisation d' un atelier spécifique).
	Activité 3.2 : formation Codex, trois sœurs, SPS	Juillet 2009	Juillet 2009	réalisé	à consolider par la pratique (voir ci- dessus)
	Activité 3.3 : atelier sur l'élaboration de positions nationale	Juillet 2009	Juillet 2009	réalisé	Suivre la mise en œuvre des recommandations de l' atelier.
5- Produit 4	Activité 4.1 : def de procédures pour le point de notification	Mars- Mai 2010	mars/avril 2010	réalisé	suite à l'analyse des flux (1.1)
	Activité 4.2 : formation aux procédures de notification	Mars – Mai 2010	juin 2010	réalisé	suite à l' analyse des flux (1.1)
6- Produit 5	Activité 5.1 : formation dans les centres de documentation	septembre - décembre 2010	Février 2011	réalisé	Formations données aux éditeurs (dont les représentants de la CCIB) et éditeurs en chef

Identificatio n de la rubrique	Description de la rubrique	Date (objectif)	Date (réelle ou prévue)	État d'avancement (% accompli)	Observations
	Activité 5.2 : abonnement à AGORA	septembre - décembre 2010	Janvier 2011	accompli (98% voir observations)	Toutes informations donées aux administrations concernées- toutefois la demande effective est à faire par les administrations publiques
	Activité 5.3 : création des centres de documentation de CCIB	septembre - décembre 2010		informations ert formations réalisées, mais suivi nécéssaire en dehors du cadre du projet	Identification des centres de documentation par par la CCIB (Parakou et Lokossa) La CCIB devra créer elle-même ses centres de documentation
	Activité 5.4 : plaquettes et fascicules d'information	continu		en cours (95%)	9 dépliants réalisés dont 7 en cours
7- Produit 6	Activité 6.1 : analyse de situation systèmes de gestion des crises	Juin- Juillet 2010	aout 2010	réalisé (100%)	Réalisé par Mme Sylvie MIALET. Identification de personnes à contacter, Rapport disponible
	Activité 6.2 : défintion d'un système de gestion des crises	Septembre /Octobre 2010	octobre 2010	réalisé (100%)	Réalisé par Mme Sylvie MIALET. Formation des parties prenantes sur des cas de crises avérées ou susceptibles de l'être au Bénin Rapport disponible
	Activité 6.3 : atelier régional gestion des crises			annulé dans la révision budgétaire	Possibilité de demander un projet régional au STDF pour exécuter cette activité avec les pays de l'UEMOA
8	Conclusion du projet	15 Mars 2010			
9	Évaluation externe du projet				Après conclusion du projet

Objectif. Les renseignements suivants n'ont pas à être fournis si un objectif a été réalisé et que les renseignements ont été transmis dans un précédent rapport de projet. Si un objectif n'a pas été atteint ou risque de ne pas l'être dans les délais, indiquer:

- A) les conséquences probables pour le projet;
- *B)* les raisons du retard;
- C) les mesures correctives qu'il est prévu de prendre le cas échéant.

Identification de la rubrique	Notes relatives au retard par rapport à l'objectif
1	Retard importants au démarrage du projet : identification de la coordination nationale, constitution de l'équipe nationale, mise à disposition de la contribution nationale (toujours irrégulière par ailleurs). Retards pris en compte dans la révision budgétaire de septembre 2009 (recadrage des dates effectives de démarrage en mars 2009 et fin de projet attendue en mars 2011). Depuis le démarrage effectif du projet les activités se déroulent sans retard additionnel. Les activités résiduelles seront effectuées durant la première quinzaine de mars 2011 (non pris en compte dans ce rapport).
2	A) B) C)
3	A) B) C)

État financier à mi-projet ou à la fin du projet

L'état financier périodique vise à mesurer et surveiller les "dépenses initiales inscrites au budget" par rapport aux "dépenses effectives". Veuillez fournir un état financier des dépenses pour la période en cours ainsi que le montant total des dépenses à ce jour. L'état financier doit être établi par rapport au budget initial du projet et énumérer les dépenses effectives par rapport aux dépenses prévues (et indiquer le solde reporté³) rubrique par rubrique.

LIGNE	DESCRIPTION	BUDGET	DEP + ENG	DE/(DEP+ ENGA
5,013	Consultants	123,76	93,439	30,321
5,543	Consultants nationaux	45,28	44,295	0,685
5,542	Consultants internationaux	44,4	42,099	2,301
5,526	others hum ress	34,08	6,745	27,335
5,014	Contracts	12,722	14,082	-1,36

³ Les fonds non dépensés qui représentent plus de 25 pour cent des fonds engagés pour une période donnée ne pourraient être reportés sur l'exercice suivant qu'avec l'autorisation du Secrétaire du FANDC. Les fonds non dépensés qui représentent moins de 25 pour cent des fonds engagés seront automatiquement reportés.

Page 13 de 14

3,919
3,926
-2,714
2,707
44,958
44,958
17,065
17,065
1,64
1,64
5,8
5,8
-0,327
-0,327
14,994
14,995
117,01